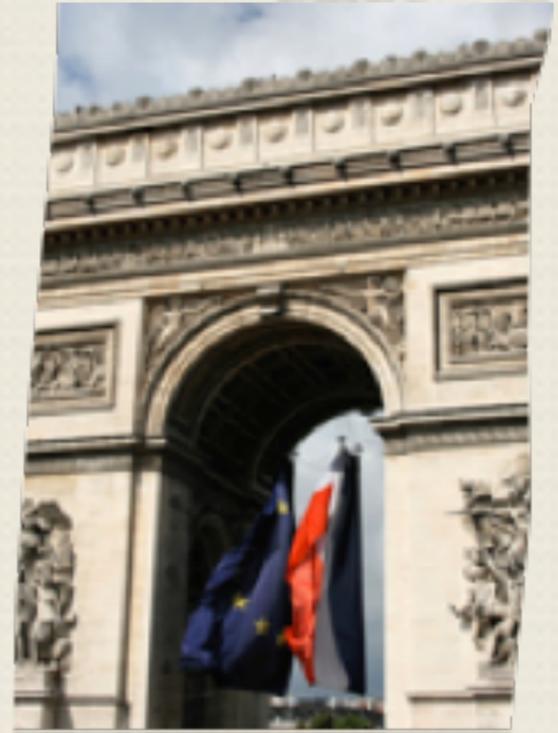


LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 17 MAI 2018

SOMMAIRE

- 1) La grosse farce
- 2) Disparition de la...
- 3) Un saccage de la nature
- 4) La théorie du ruissellement...



Diez Gérard La Presse en Revue

1) Qui est satisfait du macronisme?



Emmanuel Macron lors de sa visite officielle en Inde, le 10 mars 2018. | Ludovic Marin / AFP

Principal enseignement de la dernière enquête du Cevipof: plus on adhère aux valeurs du libéralisme économique, plus on apprécie la politique d'Emmanuel Macron.

L'élection présidentielle de 2017 a provoqué un choc important dans le paysage politique français, du moins sur l'organisation de l'offre partisane et sur le positionnement stratégique du PS, comme de Les Républicains ou même du FN. Son impact auprès des électeurs est plus difficile à évaluer car plusieurs registres se superposent et brouillent la perception que l'on peut avoir des changements en cours.

À bien des égards, le renouveau promis en 2017 s'est traduit par l'exacerbation de tout ce que l'on reprochait au système de la V^e République. [Les réformes du code du travail ou de la SNCF](#) sont conduites sans véritable négociation avec les syndicats, ce qui tourne le dos à une social-démocratie bien comprise et pourtant tant attendue. [Les mesures libérales se succèdent](#) et viennent démentir les propositions de campagne visant à instaurer en France une «flexisécurité» à la scandinave. [La réforme constitutionnelle](#), loin de répondre aux aspirations vers une modernité faite d'horizontalité et de participation, cherche à réduire le pouvoir législatif et à concentrer encore plus la puissance verticale de l'exécutif.

[La vague 18 de l'enquête électorale française du Cevipof](#), menée du 25 avril au 2 mai 2018, montre du reste que 55% des 13.540 enquêtés considèrent qu'Emmanuel Macron et son gouvernement sont trop autoritaires, et que 76% d'entre eux estiment que leur politique économique ne profite qu'aux plus aisés. Qui, alors, est vraiment satisfait d'Emmanuel Macron et ce soutien est-il solide?

Le président des cadres

On a construit un indice de satisfaction à l'égard d'Emmanuel Macron reposant sur les réponses positives à trois questions:

- Êtes-vous, d'une manière générale, satisfait de l'action du président de la République?
- Un an après son élection, diriez-vous que le bilan d'Emmanuel Macron est positif?
- Diriez-vous que la politique menée depuis un an par Emmanuel Macron a amélioré la situation du pays?

Ces trois variables sont fortement liées sur le plan statistique et constituent bien une échelle mesurant une même dimension ([alpha de Cronbach](#)= 0,689). On obtient donc un indice allant de 0 à 3. La première observation tient à ce

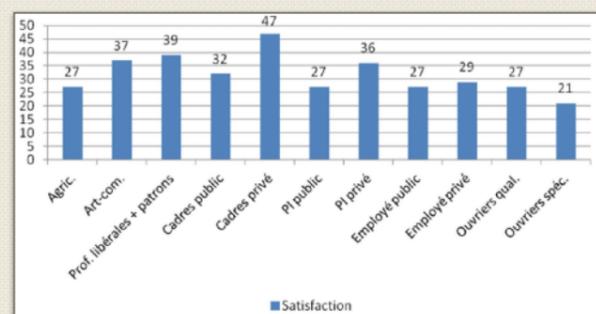
que la moitié des enquêtés se situent au degré 0 de satisfaction, que 68% ne dépassent pas le niveau 1 et que 18% se situent au niveau 3 de l'indice. Pour simplifier la présentation de l'analyse, on peut dichotomiser cet indice entre ceux qui sont insatisfaits (niveaux 0 et 1) –qui représentent 68% des enquêtés– et ceux qui sont satisfaits (niveaux 2 et 3) –qui en constituent 32%.

Quelles sont les caractéristiques sociales des uns et des autres? On remarque tout d'abord que l'âge ne joue pas, sauf un peu dans la tranche des 65 ans et plus, dans laquelle on trouve 37% de satisfaits. On retrouve ici la distinction entre actifs (32% de satisfaits) et retraités (36%).

En revanche, le niveau de diplôme a déjà bien plus d'effet statistique puisque l'on passe de 28% de satisfaits pour les enquêtés de niveau BEPC ou CAP à 48% pour ceux qui sont diplômés d'une grande école. Cette variabilité sociale se confirme avec l'étude des catégories socioprofessionnelles réunies, [selon les caractéristiques que l'on a retenues pour nos différents travaux](#), en trois grandes «classes». Le niveau de satisfaction passe ainsi de 28,4% dans les classes populaires à 32,6% dans les classes moyennes puis à 43,6% dans les catégories supérieures.

Ces résultats sont confirmés par la répartition du niveau de satisfaction selon l'importance du patrimoine. Celui-ci a fait l'objet d'un indice, constitué de sept variables indiquant la possession de divers biens mobiliers ou immobiliers, que l'on a organisés en quartiles (les données sont divisées en quatre parts égales). Le niveau de satisfaction passe alors de 25% dans le premier quartile à 44% dans le dernier.

L'analyse détaillée par profession (voir le graphique 2 ci-dessous) montre que la proportion d'enquêtés satisfaits de l'action du président de la République passe de son point le plus bas de 20% chez les chômeurs et les ouvriers spécialisés à son point le plus haut de 47% chez les cadres du privé qui distancent d'ailleurs assez fortement les



Graphique 2: La proportion de satisfaits à l'égard de l'action d'Emmanuel Macron par profession (%). | Luc Rouban, Enquête électorale française, vague 18, Cevipof.

À niveau de qualification à peu près égal, on remarque des niveaux de satisfaction plus élevés dans le secteur privé que dans le secteur public. Les niveaux maximum de satisfaction sont atteints dans la fonction publique chez les cadres A de la fonction publique territoriale (36%) et de l'État (34%), bien avant ceux de l'hospitalière (29%) qui est particulièrement sinistrée, puisque c'est en son sein que l'on trouve également le niveau le plus bas de satisfaction: 22% dans la catégorie C contre 26% chez les agents de catégorie C de la territoriale.

L'analyse par secteurs ne montre pas beaucoup d'écarts à la moyenne et se cale sur le niveau de diplôme ou de qualification des enquêtés. C'est ainsi que la proportion de satisfaits est de 30% en moyenne chez les policiers et militaires (N= 285) alors qu'elle est de 31,5% dans l'ensemble du monde enseignant (N= 856), mais avec une

une progression liée à la situation professionnelle: 28% chez les professeurs des écoles, 33% chez les enseignants du second degré, et 39% chez les enseignants du supérieur.

Le clivage social est donc très clair et se revêt parfois d'un cynisme assez révélateur. C'est ainsi que 43% seulement des satisfaits pensent que la politique économique du gouvernement profite à tous les Français, alors que 47% d'entre eux estiment qu'elle profite avant tout aux catégories aisées. Du côté des insatisfaits, en revanche, la première affirmation ne recueille que 3% de leurs évaluations alors que la seconde en recueille 90%.

Le macronisme reste politique

Alors, assiste-t-on au renouveau de la lutte des classes? La tentation est grande en effet de conclure à une lutte des riches contre les pauvres, [ce qui n'est pas faux mais reste fortement réducteur](#). En fait, le niveau de soutien et de satisfaction à l'égard de la politique d'Emmanuel Macron n'évolue pas de manière mécanique en fonction des seules variables socioprofessionnelles ou socioéconomiques. Il reste fondamentalement politique et dépend avant tout du niveau de libéralisme économique des enquêtés.

C'est ce que confirme clairement une [analyse de régression](#), qui permet de mesurer le poids explicatif relatif de chaque variable indépendante sur la variable dépendante (la satisfaction à l'égard d'Emmanuel Macron). Le niveau de libéralisme économique apprécié par un indice –il faut réduire le nombre des fonctionnaires, faire confiance aux entreprises, ne pas prendre aux riches pour donner aux pauvres dans un but de justice sociale– a le pouvoir discriminant le plus fort sur le niveau de satisfaction. Il arrive avant le niveau de satisfaction existentielle –avoir le sentiment d'avoir réussi dans la vie, d'avoir une situation meilleure que celle de ses parents, être satisfait de ses perspectives d'avenir– et le niveau de libéralisme culturel –ne pas rétablir la peine de mort, il n'y a pas trop d'immigrés, l'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité.

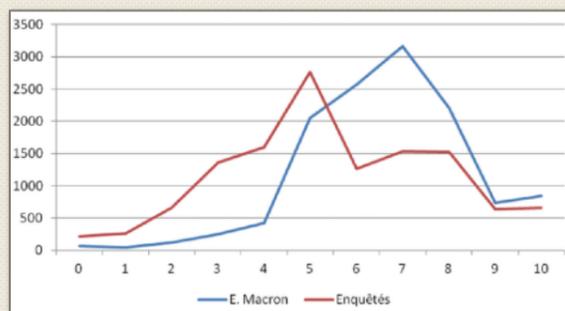
Mais il surpasse de très loin les variables objectives «lourdes» que sont le niveau de diplôme, le niveau de patrimoine et la tranche d'âge. On peut donc observer que la proportion de satisfaits passe de 17% au niveau 0 de l'indice de libéralisme économique à 53% à son niveau maximum de 3.

Le soutien à Emmanuel Macron reste fragile

D'un point de vue politique, le soutien à Emmanuel Macron reste fragile. Les satisfaits ont voté pour lui au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 à hauteur de 47% mais aussi à 27% pour François Fillon, 10% pour Marine Le Pen et même 7% pour Jean-Luc Mélenchon. Et 13% d'entre eux ont tout de même voté pour Marine Le Pen au second tour.

Si l'on part d'une autre lecture qui s'appuie sur le niveau de libéralisme économique, on voit que les «vrais libéraux» qui se situent sur le niveau 3 de l'indice n'ont voté pour Emmanuel Macron qu'à hauteur de 18% alors que 63% d'entre eux lui préféreraient François Fillon et 14% Marine Le Pen. Au second tour, ils étaient 36% à voter pour Marine Le Pen, car le niveau de libéralisme économique ne préjuge pas celui du libéralisme

culturel. C'est ainsi que les vrais libéraux économiques sont anti-libéraux sur le plan culturel à hauteur de 65%. Et les électeurs ne sont pas que des acteurs économiques.



Graphique 3: Le positionnement des enquêtés et d'Emmanuel Macron par ces derniers sur l'échelle gauche-droite (0 à gauche, 10 à droite). | Luc Rouban, Enquête électorale française, vague 18, Cevipof.

Emmanuel Macron a donc rallié des électeurs qui ont été séduits par un libéralisme économique qu'il n'avait pas affiché avec autant de clarté lors de la campagne électorale. Mais il s'agit d'un soutien conjoncturel qui dépend désormais de deux facteurs. Le premier tient au recentrage éventuel de la politique économique et sociale afin d'augmenter la protection des salariés, ce qui fera fuir les libéraux. À ce titre, la réforme des retraites va s'avérer très problématique. Le second tient à ce que le [macronisme est d'essence libérale sur le terrain culturel](#), s'adresse aux diplômés et prône la diversité alors que la proportion de libéraux culturels en France n'est que de 40% aujourd'hui.

Même si Emmanuel Macron s'est «droitisé» dans la perception qu'en ont les enquêtés, puisqu'il est désormais classé à droite par 51% d'entre eux, il demeure qu'il se heurte toujours à la [fracture gauche-droite](#) sur le terrain des valeurs et qu'il n'est pas en mesure d'occuper l'espace politique de la droite. C'est en cela que le «et de gauche et de droite» ne pourra pas tenir longtemps dès qu'il faudra sortir du seul terrain économique.



II) Alerte enlèvement: la gauche a disparu



Benoît Hamon lors de la "Fête à Macron", le 5 mai © Marie Magnin/Hans Lucas/AFP

Par
Pierre Siankowski

A la recherche de la gauche, la vraie, avec Benoît Hamon...

Benoît Hamon est quelqu'un de très sympathique, mais entre un selfie et un marathon de Paris, il est des déclarations dont il devrait avoir l'intelligence de se passer. Comme celle-ci, dans une interview accordée à *Libération*, alors que les journalistes lui demandent comment, face à une dualité entre Macron et Mélenchon, il définirait "sa gauche". Réponse : "Nous sommes la gauche puisque tous les autres ne le sont pas !" Il enrobe un peu derrière, avec un coup de polish et de "passions positives" sur "la question écologique, les migrants ou l'Europe". Simple, basique, Benoît.

En gros, Mélenchon est parti en guerre contre Macron et Macron soigne sa droite, le PS est cuit et les écolos aussi, donc bon, la gauche, c'est "nous" : il aurait presque pu dire "moi". Cette réaction de Hamon, pleine de désinvolture, symbolise le drame de cette gauche introuvable, alors que certains célèbrent, entre distanciation crasse et remise en perspective douteuse, les acquis de Mai 68. On le sait, nombre de nos amis ont profité de l'aubaine Macron pour mettre fin à une "vie de gauche" qui les épuisait : les impôts, la solidarité, tout ça.

La gauche doit désormais s'élaborer de manière citoyenne

La principale opposition à La République en Marche, insoumise, connaît des hauts (l'action de Ruffin) et des bas (la dramatique "Fête à Macron" du 5 mai). Faut-il laisser la gauche entre les mains de ceux qui ont provoqué sa défaite en 2017, en refusant de s'allier et en agissant à très courte vue ? La réponse est bien sûr non.

La gauche qui vient est à inventer, loin des pseudo-retours en grâce, des repackagings et des nouveaux souffles qui n'en sont pas. La gauche n'appartient à personne, n'est certainement pas la fille de qui que ce soit. Dans cette France en miettes qui vient de suivre, étourdie, la première année du candidat élu Macron, il convient de lui redonner forme et espoir loin des saillies médiatiques et des interviews calibrées.

Cette gauche désormais introuvable doit s'élaborer de façon citoyenne, en s'appuyant sur la société civile, et le reste suivra. Les envies et les vocations sont nécessaires plus que jamais, il faut se parler. Bref, la coupe est pleine, mais la voie est libre.

inrockuptibles

LAPRESSEENREVUE.EU

III) L'intervention militaire sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes saccage la nature

Lorène Lavocat (Reporterre)



L'opération militaire lancée contre la Zad de Notre-Dame-des-Landes le 9 avril a saccagé l'environnement. Sols écrasés, arbres abattus, nature polluée par les gaz et les résidus de plastique, animaux perturbés en pleine saison de reproduction... les Naturalistes en lutte listent les dommages faits à cet écosystème exceptionnel.

- Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique), reportage

À quelques pas de la « route des chicanes », le chemin de la Noue bruisse d'un chant printanier. Sur une branche de chêne bourgeonnante, un rossignol tonitruant tente d'attirer sa belle. « Cette opération militaire brutale au printemps, en pleine période de reproduction pour de nombreuses espèces, c'est un crime ! » s'indigne Jean-Marie. Botaniste amoureux du bocage, cet habitant de la Zad s'inquiète des dégradations irréversibles causées par l'intervention des gendarmes sur l'écosystème sensible et unique de Notre-Dame-des-Landes.

Une alerte relayée par plusieurs Naturalistes en lutte. « Comme chacun le sait, ou devrait le savoir, (mais cela ne semble pas être le cas pour quiconque dans ce gouvernement), avril est un mois décisif pour la plus grande partie des populations d'espèces animales et végétales, écrivent-ils [sur leur site](#). Décisif, car c'est à cette époque de l'année que les végétaux déploient leur feuillage et se couvrent de fleurs accueillantes pour les butineurs. Décisif car, pour la faune,



Pour comprendre ce qui se trame dans le bocage, Jean-Marie nous emmène à travers les prairies humides, sur les traces des lieux de vie détruits par les pelleteuses. Du jardin permacole de la « *Noue non plus* » ne subsistent que quelques topinambours accrochés à leur butte. « *Ils ont transformé le potager et la cabane en terre paille en borbier, se désole le botaniste. Si c'est comme ça qu'ils pensent préserver la vocation agricole de la Zad...* »

« Un risque fort de destruction direct de la faune et de la flore »

Des Cent noms au Far West, ce sont partout les mêmes images de terre retournée en grosses mottes asséchées par le soleil, d'arbres à moitié arrachés et d'objets divers — bidon en plastique, livre, selle de vélo — enfouis dans le sol. « *Les personnes qui habitaient ici étaient très respectueuses de l'écosystème, très conscientes écologiquement, précise Jean-Marie. C'est très choquant de voir leur lieu de vie saccagé.* »



L'emplacement de la Noue non plus.

Si les naturalistes craignent « *un risque fort de destruction direct de la faune et de la flore* », les impacts de l'opération lancée le 9 avril sont difficiles à quantifier. Zones inaccessibles car bouclées par les gendarmes, disparition rapide des cadavres emportés par des charognards (corbeaux ou renards), complexité de la mise en place d'un protocole... et manque de temps. « *Tout a été tellement vite, soupire notre guide, qui habitait aux Cent noms au moment de l'expulsion. Je découvre tous les jours de nouvelles dégradations.* »

Les plus directement visibles sont ces ornières profondes qui traversent prairies et talus, là où les pelleteuses sont passées. « *Le sol a été tellement tassé par des engins de plusieurs dizaines de tonnes, décrit le botaniste en saisissant ce qui s'apparente à une brique compacte. Or ces sols ont une structure particulière, leur endommagement compromet le bon fonctionnement de l'écosystème : comment voulez-vous que la zone humide continue de stocker et de filtrer l'eau si elle est tassée et retournée ?* »

Autre caractéristique du bocage, certains talus et certaines prairies sont constitués de terres rares que l'on appelle « *oligotrophes* », car elles sont très pauvres en nutriments. Ces terres héritées des landes du XIX^e siècle (ça ne s'appelle pas Notre-Dame-des-Landes pour rien !), avant la création des haies bocagères, forment donc [des milieux très particuliers](#), où se retrouvent des végétaux singuliers comme le [chêne tauzin](#) avec ses pousses rosées, le carum verticillé aux petites fleurs blanches ou la scorzonère naine. « *Les milieux riches en nutriment, "eutrophes", sont*

rare, et hébergent donc une biodiversité très riche. »



Sur la Zad, le 15 mai 2018.

Au-delà de ces bouleversements édaphiques, l'intervention des gendarmes a occasionné un grand dérangement. D'après les Naturalistes en lutte, les passages d'engins et de militaires, notamment de nuit, ont pu écraser et tuer nombre de batraciens et de micromammifères (campagnols, hérissons, musaraignes). Les armes chimiques utilisées se révèlent ainsi des composés extrêmement toxiques pour des organismes de faible masse corporelle « *qui peuvent être contaminés, soit par inhalation, soit par ingestion d'aliments contaminés soit, comme pour les amphibiens, par contact avec la peau* ». Sur leur site, ils précisent : « *Une grenade lacrymogène peut recouvrir une surface de 800 m² d'un nuage irritant déployé sur une hauteur de 3 à 5 m. Bien que leur composition chimique ne soit pas parfaitement connue, nous savons que les gaz contiennent du 2-chlorobenzylidene malononitrile (CS) de faible toxicité pour les êtres humains (...)* Mais le poids d'un insecte, d'un oiseau, d'un amphibien, d'une chauve-souris ou d'une musaraigne n'est pas celui d'un homme ! »

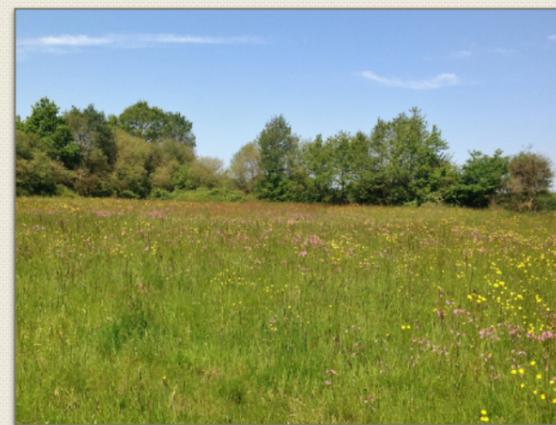
L'onde de choc des grenades de désencerclement, qui génèrent un impact sonore dépassant les 150 dB, est susceptible d'affecter les chauves-souris. Sans compter les quelque 48.000 capsules en plastique de gaz et les dizaines de milliers de fragments de plastique de grenades disséminés un peu partout pour des centaines d'années.

La menace pour le bocage de l'agriculture intensive

De retour sur le chemin de la Noue, Jean-Marie guette au milieu de la symphonie des oiseaux le sifflement presque tropical du loriot d'Europe, au plumage jaune flamboyant. « *Les populations d'oiseaux diminuent en même temps que les insectes sont tués par les pesticides, rappelle-t-il. Mais à Notre-Dame-des-Landes, comme il n'y a pas eu d'industrialisation de l'agriculture — en partie parce que les terres sont pauvres et en partie parce que le projet d'aéroport puis l'occupation zadiste ont empêché le développement de grandes exploitations intensives — les insectes et les oiseaux sont encore très nombreux !* »

Sauf que « *les détonations multiples, qui parfois se suivent pendant plusieurs dizaines de minutes, à différentes périodes de la journée, le bruit du déplacement des véhicules et les cris, lors des affrontements, perturbent indubitablement les oiseaux chanteurs présents dans les haies* », s'alarment les Naturalistes en lutte. Les mâles peinent ainsi à défendre leur territoire et à attirer les femelles, ce qui épuise les individus et affaiblit le succès de la formation de couples. « *Il est avéré qu'un nid de chouette hulotte était établi dans une des cabanes qui ont été détruites. Elle était pour cette raison précisée délaissée par son*

habitante humaine ! » Chacun redoute donc la prochaine opération militaire, qui provoquerait à coups sûrs de nouveaux saccages.



Une prairie humide.



Une prairie saccagée.

Mais le pire pourrait encore être à venir. Car certaines parcelles du bocage ne sont pas inscrites sur un formulaire individuel et pourraient être récupérées par d'autres agriculteurs, installés dans des systèmes intensifs. D'autres sont bien « *fichées* », mais revendiquées par leurs anciens propriétaires. « *Si certaines prairies se retrouvent exploitées à grand renfort d'engrais et de pesticides, cela perturberait l'ensemble de l'écosystème unique que constitue la Zad, craint Jean-Marie. On aurait des sortes de barrières chimiques qui empêcheraient les circulations et les équilibres de se faire : ce morcellement provoquerait une perte de biodiversité* ». Le bocage de Notre-Dame-des-Landes, avec ses nombreux talus et ses prairies humides, est unique en son genre en France, de par son étendue et sa densité de haies.

C'est pourquoi les Naturalistes en lutte demandent l'inscription et le respect de clauses environnementales en amont de toute acquisition ou location de terres dans le bocage. « *On ne se bat pas que pour 40 projets et 300 ha de terres, insiste Jean-Marie. On défend un écosystème global et des modes de vie respectueux et harmonieux avec la nature* »

reporterre.net

Reporterre
le quotidien de l'écologie

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Le ruissellement de la pauvreté



Par [Guillaume Liégard](#)

Dans son dernier rapport annuel, l'ONG Oxfam qui lutte contre les inégalités revient sur la responsabilité des grandes entreprises françaises dans les inégalités. Analyse.

L'amplification continue des inégalités en France est un constat désormais d'une rare banalité. Loin des supercherries et autres escroqueries du discours présidentiel sur « *les premiers de cordées* », deux nouvelles études viennent de démontrer le caractère prédateur du néolibéralisme d'une part, l'aggravation de la situation des populations les plus fragiles d'autres part.

La France, royaume des rentiers

L'organisation non gouvernementale OXFAM a publié le 11 Mai une enquête : [CAC 40 des profits sans partage](#). La lecture de ce rapport de 84 pages permet de d'appréhender le coût exorbitant du capital dans ce pays.

En moyenne, sur la période 2009-2016, les entreprises du CAC 40 ont reversé 67,4 % des bénéfices aux actionnaires et accordé 27,3 % au réinvestissement dans l'entreprise. Ah, j'allais oublier, les salariés eux se sont contentés de 5,3 %. Selon, l'ONG, la France est même devenue championne du monde en matière de redistributions des dividendes.

La progression de la part dévolue aux actionnaires est en effet spectaculaire : « *Les entreprises du CAC 40 n'ont pas toujours été aussi généreuses avec leurs actionnaires : si elles leur ont distribué plus de 67 % de leurs bénéfices en 2016, ce taux ne dépassait pas les 30 % dans les années 2000* ».

Responsabilité des grands groupes français dans le creusement des inégalités

Au-delà de la voracité sans limite des actionnaires, c'est la capacité des grands groupes à agir contre la société qui apparaît au grand jour. Ils utilisent pour cela deux leviers : le premier consiste à « *exercer une pression à la baisse sur les salaires au sein de leurs groupes et dans leurs chaînes d'approvisionnement* », ce qui aboutit à une paupérisation relative (et parfois absolue) des salariés par rapport aux actionnaires.

Le second levier pour maximiser les bénéfices est tout aussi redoutable : l'organisation à grande échelle de l'évasion fiscale avec notamment le recours massifs aux paradis fiscaux : « *parmi leurs filiales déclarées, les entreprises du CAC 40 détiennent 1 454 filiales dans les paradis fiscaux*

en 2016, soit 20 % de plus qu'en 2008 ». Les conséquences sont connues, la perte pour l'État se traduira par des coupes budgétaires et la dégradation des services publics.

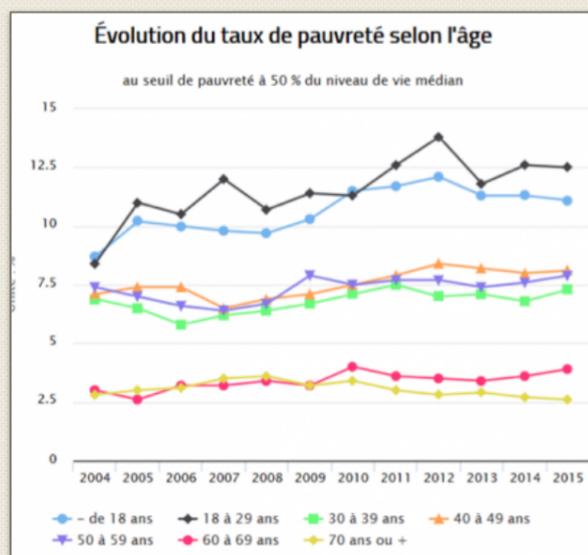
Non seulement la stratégie des grands groupes fragilise la société mais, en privilégiant le rendement financier immédiat au détriment de l'investissement, c'est la pérennité même des sociétés qui s'en trouve fragilisée : « *en 2011 par exemple, alors que les bénéficiaires étaient en baisse de plus de 10 %, les entreprises du CAC 40 ont augmenté les dividendes versés aux actionnaires de plus de 15 % (+5,9 milliards d'euros) et sacrifié leur capacité à investir en la diminuant de plus de 38 % (-17 milliards d'euros)* ».

Au-delà de cette année de la prédation, l'équilibre entre dividendes et réinvestissement sur la période 2009-2016 s'établit à 71 % pour la rémunération du capital contre 29 % à l'investissement. A titre de comparaison, au début des années 1980, la situation était exactement inverse, puisque [les dividendes représentait la moitié de l'investissement](#). Loin d'être des locomotives tant vantés par la Macronie, ces « *premiers de cordées* » sont en fait des boulets pour ne pas dire des parasites de la société.

Une pauvreté inquiétante

Le parallèle de l'enquête OXFAM avec l'autre étude parue cette semaine, celle de l'Observatoire des Inégalités, est plus que saisissant : la pauvreté augmente chez les plus jeunes mais n'épargne pas les plus âgés. Ce constat est en soi un réquisitoire accablant contre les politiques menées depuis des décennies et dessine les contours d'une société qui, sciemment, abandonne les plus jeunes et les plus fragiles.

« *Le nombre d'enfants de pauvres et de jeunes adultes modestes a augmenté de 700 000 depuis 2004, soit + 36 %* » constate le rapport. Phénomène aggravant, le seuil de pauvreté retenu est celui de 50 % du niveau de vie médian, critère que retenait la France jusqu'en 2008, avant d'établir ce taux à 60 % comme l'ensemble de l'Union Européenne . Dit autrement, avec les normes actuelles, les chiffres indiqués sur les courbes ci-dessous seraient bien plus importants, en appliquant le taux désormais en vigueur.



Source : Insee – © Observatoire des inégalités

Non seulement plus d'1,5 million de mineurs sont concernés mais « *la pauvreté frappe aussi durement les jeunes adultes (de 18 à 29 ans), catégorie d'âge pour laquelle la progression a été la plus forte : leur taux de pauvreté a augmenté de 8 % à 12,5 % entre 2004 et 2015* ».

Pour les plus âgés, si la pauvreté tend à diminuer chez les septuagénaires, elle augmente

significativement dans la tranche 60-69 ans. Cette situation devrait s'aggraver dans les années à venir, au fur et à mesure que des générations ayant connu des périodes de chômage et victimes des contre-réformes sur les retraites cesseront leurs activités.

Face au discours publicitaire du gouvernement sur la « *cordée* » qui tire l'ensemble de la société, c'est au contraire un phénomène de ciseaux qu'indiquent les différentes statistiques à disposition. D'un côté une minorité insatiable qui s'enrichit toujours davantage, de l'autre la dégradation pour des millions de personnes : telle est la situation. Une raison supplémentaire pour participer à toutes les initiatives visant à porter un coup d'arrêt aux politiques gouvernementales, et réussir une véritable « *marée populaire* » le 26 mai dans la rue.

regards.fr

regards.fr

**A Suivre...
La Presse en Revue**

A Suivre...
La Presse en Revue

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU